

Éducation des adultes en milieu ouvrier : l'Université ouvrière de Genève

Adult Education in a Working Class Environment: the Workers' University of Geneva

Educación de adultos en medio obrero: la Universidad Obrera de Ginebra

Pier-Angelo Neri

Numéro 3 (43), printemps 1980

Formation et éducation populaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034986ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034986ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Neri, P.-A. (1980). Éducation des adultes en milieu ouvrier : l'Université ouvrière de Genève. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 43–45.
<https://doi.org/10.7202/1034986ar>

Résumé de l'article

L'Université ouvrière de Genève a été créée au début du siècle par des syndicalistes, des intellectuels progressistes pour « intéresser les milieux ouvriers à la culture ». Principalement financées par l'État et la Ville de Genève, les activités de l'UOG s'adressent plus particulièrement aux couches sociales défavorisées et comprennent aussi bien des cours de formation syndicale que des cours d'alphabétisation et de français pour les travailleurs immigrés que des activités culturelles variées.

L'auteur souligne l'absence de véritable politique de formation des travailleurs en Suisse qui, dans le contexte de la « paix sociale » conclue entre les organisations syndicales et patronales, rend à la fois originales mais limitées les initiatives de l'UOG, si l'on pense que la formation peut être un des éléments moteurs des luttes ouvrières.

Éducation des adultes en milieu ouvrier : l'Université ouvrière de Genève

P.A. Neri

Le texte qui suit n'a certes pas la prétention d'une étude de cas approfondie sur une institution de formation : il est plutôt une sorte de « carte de visite » destinée à décrire dans ses grandes lignes un terrain d'éducation d'adultes et les quelques problèmes auxquels il est confronté.

Si la forme qui a été choisie est celle de la présentation des aspects de l'institution à travers (entre autres) les propos de trois ou quatre adultes participant à ses activités de formation, il serait faux d'interpréter ce fait comme l'illustration d'objectifs visant essentiellement les dimensions individuelles de l'éducation, ou l'essai de répondre uniquement aux problèmes-besoins personnels des participants.

Il s'agit plutôt d'un essai de restitution aux lecteurs de quelques impressions, réflexions, propos dans un style de « carnet de notes » ; une sorte de scénario, donc, pour un film sur l'institution...

Luis, une trentaine d'années, originaire du Mozambique : « Je suis du Mozambique, mais je travail ici en Suisse comme émigré. J'ai beaucoup de problèmes ici, parce que je ne parle pas bien le français ; pour pouvoir mieux comprendre les Suisses j'apprends maintenant le français. Sans connaître le français c'est difficile de s'adapter à la vie en Suisse... »

Resté sans travail après l'indépendance du Mozambique, où il travaillait comme employé de commerce, Luis émigra d'abord au Portugal, ensuite en Suisse, à Genève. Il aimerait bien

apprendre à être cuisinier, mais il ne dispose pas de la somme nécessaire pour entreprendre une formation. Pour l'instant, comme la plupart des autres travailleurs immigrés, il a un travail pénible et peu rémunéré que les Suisses boudent : il lave la vaisselle au restaurant de l'aéroport de Genève-Cointrin.

Selon des estimations officieuses, mais assez proches de la réalité, il y a parmi les 100 000 étrangers environ qui travaillent à Genève 5 à 6000 personnes dont les connaissances de français sont à peine suffisantes pour se faire comprendre par les autres : Luis appartient à cette catégorie d'étrangers, dont les possibilités de communication sont légèrement meilleures que celles des 3000 environs qui ne parlent pratiquement pas le français, ou que celles des 5 à 600 qui sont complètement analphabètes, dans leur langue maternelle aussi.

Luis participe aux activités de formation organisées par l'Université ouvrière de Genève (UOG), plus particulièrement aux cours de français et de culture générale pour étrangers (travailleurs immigrés et réfugiés politiques).

L'UOG a été créée en 1905 par un groupe de syndicalistes, après qu'un groupe d'intellectuels progressistes ait essayé d'intéresser les milieux ouvriers à la culture, en organisant notamment des conférences publiques sur des thèmes variés. Association autonome, l'UOG est subventionnée essentiellement par le Canton de Genève (Département de l'Instruction publique) et, dans une

moindre mesure, par la Ville de Genève et d'autres groupes et institutions d'éducation permanente : elle dispose ainsi d'un budget annuel d'environ 200 000 francs (1979).

Les trois axes de l'activité de l'UOG correspondent aux trois sections, qui s'adressent toutes plus particulièrement aux couches sociales défavorisées sur le plan socio-économique et culturel : la *section 1*, qui organise des manifestations publiques, la *section 2*, qui organise des cours de formation syndicale, et la *section 3*, que fréquente Luis qui, propose des cours d'alphabétisation, de français et des activités culturelles variées.

Le slogan pour la propagande des activités de la section 3, cette année, est « Apprendre le français : un moyen de défense pour les immigrés » ; des affiches en italien, espagnol et portugais (qui correspondent aux trois groupes d'immigrés les plus représentés à Genève et à l'UOG) ont été réalisés en sérigraphie par des groupes de participants aux cours.

Les activités de la section 3 sont gratuites pour les participants, comme, du reste, toutes les activités de l'UOG ; cette gratuité veut en particulier souligner le droit pour les travailleurs étrangers d'apprendre la langue du pays dans lequel ils produisent.

La spécificité des cours de la section 3 réside aussi dans le fait que le cadre dans lequel ils se déroulent, les méthodes utilisées et les collaborateurs — qui sont davantage des animateurs que des enseignants au sens classique du terme — favorisent la rencontre et les relations entre les participants.

La grande majorité des participants aux activités de la section 3 (environ 300 personnes par an, dont les $\frac{2}{3}$ d'hommes) disent en effet, comme Luis : « Je ne viens pas seulement ici pour apprendre le français, mais pour rencontrer d'autres personnes et discuter avec elles. Ici je trouve d'autres Portugais avec qui je peux parler... »

Des excursions, des fêtes, la réalisation par des groupes de travailleurs de films-vidéo, des bricolages une bibliothèque, un ciné-club, etc., sont autant d'occasions qu'utilisent les quelques 35 collaborateurs de la section 3 pour contribuer à établir et renforcer les relations sociales entre étrangers et avec les Suisses.

Simone est aussi une participante aux activités de l'UOG, mais pour des raisons différentes : « En tant que suisse, j'ai beaucoup moins de problèmes que les travailleurs immigrés pour m'intégrer dans un milieu que je connais déjà depuis la naissance. Je suis une travailleuse manuelle : je suis régleuse dans une entreprise horlogère ici à Genève depuis bientôt 22 ans. Pour moi, l'Université ouvrière c'est surtout les cours de formation syndicale. »

La section 2 de l'UOG organise en effet des cours de formation syndicale, et ceci depuis 1958, année durant laquelle les premiers cours eurent lieu, appuyés par l'État de Genève, les organisations syndicales et l'Université.

Leur particularité, unique du reste de la Suisse, tient au fait que ces cours ont lieu l'après-midi, et que les travailleurs qui y participent sont remboursés de leur perte de salaire par le biais de bourses de perfectionnement professionnel octroyées par le Département de l'économie publique du Canton de Genève.

Il s'agit, plus particulièrement, de cours portant sur le droit du travail, les assurances sociales, les structures syndicales, l'économie politique, le français, l'histoire du mouvement ouvrier, la médecine du travail, et qui s'étalent sur 132 heures par an, réparties en deux sessions (automne et printemps) à raison de deux après-midi par semaine.

Les buts de la section 2 visent une meilleure connaissance de la part des participants des structures sociales et économiques, afin de mieux affronter les problèmes politiques et sociaux auxquels ils sont appelés à faire face en tant que militants syndicaux.

Chaque année entre 20 et 25 travailleurs bénéficient de cette formation, qu'ils pourront répercuter par la suite auprès de leurs collègues.

La présence, dans les sessions de formation, d'exercices pratiques comportant un entraînement actif aux diverses tâches syndicales rend par ailleurs possible l'insertion de quelques participants dans les structures syndicales, au titre de permanent ou de secrétaire syndical.

Antonio, soudeur italien, trente ans, participe lui aussi aux activités de l'UOG.

« Cela fait 15 ans que je suis en Suisse. D'abord

j'ai été en Suisse allemande, mais au début ça allait mal, j'étais toujours malade. Un médecin m'a dit qu'il fallait que je change de travail (j'étais dans une usine, à la chaîne) et que je change aussi de milieu. J'ai pu venir à Genève, où j'ai fait un peu de tout : manoeuvre, balayeur de rues... Et j'ai commencé à faire de la peinture, des sculptures métalliques ; je me suis senti mieux, j'ai pu me retrouver moi-même... »

En 1976, Antonio a participé, avec 200 autres exposants, à Ouvr'Art 76, une manifestation organisée par l'UOG dans le cadre de sa section 1. Il s'agissait d'une exposition d'ouvrages divers (peinture, sculpture, photos, etc.) exécutés par des ouvriers et des employés dans leurs moments de loisirs (telles étaient les conditions de participation). Antonio, avec ses sculptures métalliques, a gagné le prix du public (environ 7000 visiteurs pendant les 10 jours de la manifestation) et s'est fait un peu connaître.

Après Ouvr'Art, qui succédait à des cycles de conférences et débats sur des thèmes d'actualité, l'UOG a organisé au mois de mai 1978 Ouvr'Histoire, une exposition-animation sur l'histoire du mouvement ouvrier à Genève.

L'effort en matière d'éducation ouvrière déployé par l'UOG doit être souligné, notamment par rapport aux lacunes qui, sur ce plan, caractérisent la situation genevoise et suisse. Cependant, de par les caractéristiques socio-économiques et politiques de cette situation, l'action de l'UOG se heurte à un certain nombre d'obstacles, qui limitent la possibilité d'atteindre l'objectif d'appropriation (ou réappropriation) par le formé du contrôle de ses propres conditions existentielles.

L'absence d'une véritable politique de formation des travailleurs est une de ces caractéristiques. Pour ce qui concerne les migrants, par exemple, dans les pays européens à forte immigration, le schéma qu'on retrouve est assez semblable : un premier temps est caractérisé par un « vide institutionnel » qui suscite un grand nombre d'initiatives privées. Dans un second temps, les pouvoirs publics subventionnent un certain nombre d'organismes et d'associations ; enfin, ils prennent progressivement en main la gestion de la formation, dans le cadre d'une politique plus globale.

Or, la situation genevoise (et suisse) est caractérisée, sur ce plan, par une pauvreté au niveau de l'offre, par le manque de coordination des quelques organismes et actions existants, par les moyens financiers réduits mis à disposition et par une dispersion assez importante de ressources et d'énergie. Et cette situation ne concerne pas seulement les immigrés : elle est tout aussi déficiente pour les travailleurs suisses.

Les organisations syndicales suisses elles-mêmes n'ont presque jamais pensé, jusqu'ici, à la formation comme un des éléments moteurs des luttes ouvrières, choisissant essentiellement de se battre pour des augmentations salariales, plutôt que pour l'accroissement du temps libre et la mise sur pied de structures de formation continue, le congé-éducation payé, par exemple.

Mais il y a un autre constat important à faire, qui touche à l'absence d'actions collectives propres à la classe ouvrière. La réalité suisse, sur ce plan, est le fruit de la paix sociale entre organisations syndicales et patronales, qui vise essentiellement l'interdiction, par voie contractuelle, de l'utilisation des moyens collectifs de lutte et de défense propres à la classe ouvrière, la grève, par exemple. Il convient d'ajouter à ce tableau le niveau relativement élevé d'une bonne partie des salaires en Suisse, comparative-ment, par exemple, à ceux des pays environnants.

Dès lors, les buts visés par l'action formatrice d'une institution comme l'UOG, sur les plans de la prise de conscience, par le formé, de son propre rôle social, ne trouvent pas un lieu « naturel » où se manifester, faute de formes associatives remplissant ce rôle. Ainsi, pour ce qui est par exemple des activités de la section 3 de l'UOG, le niveau collectif dans lequel s'inscrivent les formés est limité au groupe en formation et est pratiquement absent en dehors des moments formellement consacrés à la formation.

Dans de telles conditions, nous pensons que le rôle modeste que l'UOG peut jouer dans un processus d'éducation ouvrière visant le changement socio-culturel, peut échapper aux pièges décrits ci-dessus à la condition de s'affirmer toujours plus comme un centre culturel des travailleurs, en perdant progressivement le caractère de service social aux travailleurs.

Pier-Angelo Neri
animateur section 3, UOG